L'Espagne encore

Manuel Tuñón De Lara

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1075>

DOI : 10.4000/bhce.1075

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 321-325

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « L'Espagne encore », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1075>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

L'Espagne encore

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « L'Espagne encore », revue *Esprit*, n° 379, mars 1969, p. 443-452.

- 1 Oui, l'Espagne encore ! L'Espagne depuis trente-trois ans pour les hommes de ma génération, depuis toujours pour les plus jeunes. Ce n'est pas un sujet nouveau, excitant pour l'intellect qui permette les cris contre « la démocratie bourgeoise » ou des envolées utopiques. Non ! L'Espagne, c'est cruellement monotone. Triste et cruelle monotonie qui va du sang de Zugazagoitia, de Companys et de Larrañaga jusqu'au sang de Grimaud et de l'étudiant Ruano « suicidé » il y a quelques semaines à Madrid, quand la police perquisitionnait chez lui après quarante heures de détention à la Sûreté². C'est toujours l'absence de suffrage universel, le parti unique (institutionnalisé s'il le fallait, par le Statut du Mouvement promulgué il y a quelques semaines), la division des Espagnols en sujets (sujets, non citoyens) de première et de deuxième catégorie, les mœurs policières, le prétexte qui a tant servi du « complot subversif des forces internationales » naturellement démoniaques.
- 2 Le 24 janvier, le gouvernement espagnol déclarait l'état d'exception, sous prétexte d'une agitation universitaire qui, à le croire, obéissait à une stratégie internationale de subversion et menaçait gravement la paix publique espagnole. Cet état d'exception, rappelons-le, règne dans la province de Guipúzcoa (Pays basque) depuis le mois d'août 1968. L'état d'exception permet de suspendre les libertés de réunion, d'expression, de domicile, etc. Il permet d'arrêter sans mandat judiciaire à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, de laisser les hommes en prison sans entamer de procédure judiciaire, de déporter les gens dans des lieux où ils sont isolés et n'ont pas de quoi vivre, d'interdire n'importe quelle réunion ou manifestation (mais déjà sans état d'exception le ministre de l'Intérieur se permettait d'interdire des réunions de députés aux Cortès et toutes les manifestations sur la voie publique), de rétablir la censure de presse qui, sur trente ans de régime franquiste, a été en vigueur pendant vingt-huit

ans, d'enlever en somme aux Espagnols toute sécurité personnelle, tous les droits à l'information, toutes les possibilités de s'exprimer, toute référence à une règle de droit qui s'impose à tous –y compris les organismes de l'état– que l'on puisse invoquer devant les tribunaux. Cet état de droit si souvent invoqué par des personnalités officielles n'est jamais rentré dans la vie quotidienne de l'Espagne.

- 3 Mais quelle est donc l'autorité d'un gouvernement qui a besoin de suspendre les droits les plus élémentaires de la personne humaine et d'imposer la censure de presse, pour contrecarrer l'action étudiante ? Et s'il est vrai qu'il a agi sous la pression des militaires (ce qu'on peut mettre en doute, car il ne faut pas confondre l'Armée et quelques généraux nostalgiques du fascisme et de la Guerre civile), l'autorité du gouvernement apparaît plus douteuse encore.
- 4 Pour essayer de comprendre les vraies raisons d'une décision si grave, il faut se reporter à la situation en Espagne en janvier 1968. La question des emprisonnés politiques et des juridictions spéciales de caractère répressif³ était devenue d'une actualité brûlante : grèves de la faim dans les prisons de Carabanchel (Madrid), Soria, Jaén, etc., appuyées par les occupations d'églises (plusieurs églises, de Madrid, parfois avec des assemblées de fidèles, cathédrale d'Oviedo, église des Jésuites de Bilbao, occupation massive de la cathédrale de Saint-Sébastien à plusieurs reprises), déclarations des avocats, motions des assemblées générales des barreaux de Madrid et Barcelone, en faveur d'un statut de prisonniers politiques et de l'abrogation des juridictions spéciales de répression. Le professeur Ruiz-Giménez, premier signataire des textes votés à Madrid (l'un par 449 voix contre 186, l'autre à l'unanimité), avait fait sensation en déclarant : « Personne ne discute le droit de la société à se défendre des actes de violence et de subversion, mais cela doit se faire dans le respect le plus strict des droits de l'homme » ; il avait ajouté : « Il y a aujourd'hui des étudiants soumis à la juridiction militaire pour des délits d'opinion, des activités qui n'ont pas le moindre rapport avec le délit de rébellion. »
- 5 Dans ce climat, la lettre signée par 1 500 intellectuels, adressée au ministre de l'Intérieur, énumérant avec toutes sortes de précisions (noms, dates, lieux, etc.) les nombreux cas de sévices infligés par des fonctionnaires de la police aux détenus politiques, accrut la tension, et déjà le ministre de l'Intérieur répondit en menaçant d'inculper les signataires. Cette lettre fut suivie d'une autre, du même genre, signée par les provinciaux des ordres religieux de Catalogne (Capucins, Jésuites, Cisterciens de Poblet et de Montserrat, Oratoire de Saint-Philippe Néri et Filles du Cœur de Marie). Cependant, les arrestations continuaient : des démocrates-chrétiens et des communistes à Barcelone, des nationalistes basques et quelques prêtres en Biscaye et Guipúzcoa, des socialistes à Bilbao ; le ministère de l'Information ouvrait de nouvelles procédures contre des revues telles que *Cuadernos para el Diálogo* et *Actualidad española*, estimant que des déclarations publiées du professeur Tierno Galván, de M. Pedro Altares, des membres des Commissions ouvrières, etc. étaient de nature à porter atteinte aux « principes du Mouvement ».
- 6 La tension montait à l'Université : les violences gratuites d'un groupe d'« enragés » à l'Université de Barcelone facilitaient la tâche des « ultras » du gouvernement ; la fermeture de cette université fut décidée. Dans les Asturies, l'entreprise Hunosa (dont l'état est l'actionnaire majoritaire) voulait aussi fermer les mines à cause de grèves tournantes qui duraient depuis trois mois.

- 7 Enfin, le « suicide » scandaleux de l'étudiant Enrique Ruano, souleva l'indignation des étudiants et professeurs de l'Université de Madrid, qui décidèrent une « journée de deuil » pour le 21 janvier. Plus de 3 000 étudiants hissèrent sur la cité universitaire le drapeau tricolore de la République et le drapeau rouge, puis descendirent dans les rues de Madrid, qu'ils parcoururent en compagnie d'ouvriers aux cris de « Franco assassin ! Policiers assassins ! » Les manifestations d'ouvriers et d'étudiants devaient se succéder les jours suivants, ainsi que les assemblées universitaires à Madrid, Saragosse, Pampelune, etc.
- 8 Sur ce fond de « contestation », de riposte nationale aux monopolisateurs de la vie politique, se profilait la grande manœuvre « continuiste » consistant à préparer « l'instauration » d'une monarchie avec don Juan Carlos de Bourbon (fils du prétendant Don Juan, c'est-à-dire petit-fils d'Alphonse XIII et beau-frère des rois de Grèce), qui avait déclaré accepter « la légalité actuelle ». Dans un pays où le monarchisme est l'affaire de quelques groupes de nostalgiques ou d'aristocrates, où l'opinion ne se sent pas monarchiste (et les conseillers privés de Don Juan viennent de le reconnaître dans leur lettre à celui-ci), la mise en avant de don Juan Carlos n'est qu'une manière pour les *camarillas* au pouvoir de gagner de vitesse leurs concurrents dans la course à la succession⁴.
- 9 Ajoutons, pour compléter le panorama, que ces groupes « continuistes » préparent une loi qui perpétuerait le contrôle des syndicats par le Mouvement et par l'état, ainsi que leur structure corporatiste.
- 10 C'est dans cette situation que le gouvernement a décrété l'état d'exception ; il a surpris presque tout le monde, mais si l'on croit les milieux proches du Pouvoir, la mesure était préparée de longue date pour le moment où les gouvernants estimerait qu'ils en auraient besoin. Selon certaines rumeurs, invérifiables actuellement, c'est le vice-président du gouvernement (le « premier » pour des affaires courantes) l'amiral Carrero Blanco, certains ministres militaires tels les généraux Alonso Vega (Intérieur) et Tolosa (Armée), que l'amiral Nieto (Marine), et les porte-parole du Mouvement (M. Solís et autres) qui ont poussé à prendre une mesure que des ministres tels que Castiella (Affaires étrangères), Villar Palas (éducation nationale) et le général Lacalle (Air) n'auraient acceptée qu'à contrecœur. Voici les mesures principales prises par le Pouvoir et ses agents à la suite de la déclaration de l'état d'exception :
- Interpellation de plusieurs milliers de personnes et détention maintenue de quelque 700 personnes. Parmi les gens arrêtés on peut citer : le Père Gamo, curé d'une paroisse de la banlieue de Madrid, M. Juncadella, président de l'Action catholique ouvrière de Barcelone, Mme Camacho, épouse du leader des Commissions ouvrières emprisonné illégalement à Soria, M. Escobar, des Commissions ouvrières de Madrid, Me Sartorius, accusé de contacts avec lesdites Commissions, de nombreux militants UGT et socialistes de Bilbao et Madrid, M. Manuel Hedilla, ancien chef de la Phalange, déjà arrêté en 1937⁵. Des centaines d'ouvriers accusés d'appartenir aux Commissions ouvrières et des centaines d'étudiants de Madrid, Barcelone⁶, Saragosse, Pampelune, Grenade, sont aussi emprisonnés. À Madrid, on croit savoir que dans les geôles de la Direction de la Sûreté Puerta del Sol, s'entassent une centaine de détenus qui restent là-bas cinq, six et sept jours, parmi lesquels de nombreuses, jeunes filles. On a fait sortir de la prison de Carabanchel une trentaine de prisonniers accusés d'appartenir aux Commissions ouvrières pour de nouveaux interrogatoires à la Sûreté. étant donné que ce genre d'interrogatoires (sortir en « diligence » dit-on dans le jargon de la prison) a depuis trente ans la réputation de servir de prétexte à d'affreuses

tortures, les 350 prisonniers politiques de Carabanchel voulaient empêcher le départ de leurs camarades. La force publique a pénétré dans la prison et une bonne partie des détenus ont été mis aux cachots.

- Parmi ceux qui ont été assignés à résidence dans des hameaux perdus, on signale les professeurs de l'Université de Madrid Elías Díaz, Raúl Morodo, Paulino Garagarri (le premier, indépendant de gauche appartenant à l'équipe des *Cuadernos para el Diálogo* ; le deuxième, de la tendance socialiste de M. Tierno ; le troisième, secrétaire de la revue intellectuelle libérale *Revista de Occidente*, fondée en 1923 par Ortega y Gasset) M. Pedro Altares, secrétaire des *Cuadernos para el Diálogo* et des éditions du même nom ; de nombreux avocats tel que Mes Peces-Barba, Alzaga, Jiménez de Parga (tous démocrates-chrétiens de gauche), Álvarez de Miranda (démocrate-chrétien et membre du conseil privé de Don Juan de Bourbon), Gil Robles (démocrate-chrétien, fils de l'ancien ministre et chef de la CEDA) ; Me Múgica, avocat socialiste de Saint-Sébastien ;
 - établissement rigoureux de la censure de presse, censure de correspondance, des communications téléphoniques, etc.
 - prise d'assaut et fermeture du Club des Amis de l'UNESCO à Madrid, perquisitions dans de nombreuses organisations catholiques et dans les maisons d'édition catholiques de Barcelone ;
 - interdiction de se réunir notifiée aux barreaux de Madrid, Barcelone, Bilbao et Málaga ; interdiction d'un banquet à l'occasion d'un prix en Italie au poète Gabriel Celaya ;
 - fermeture de l'Université des Jésuites de Deusto, fermeture de l'Université de Saragosse ;
 - descentes de la police chez les libraires, interdiction et pillage de livres et de disques. Il est évident que la presque totalité des mesures d'exception n'ont pas atteint des « forces de subversion faisant partie d'un plan stratégique international ». Elles semblent viser notamment le vaste et hétérogène mouvement des chrétiens démocrates et les diverses nuances de la gauche (on a l'impression très nette que M. Ruiz-Giménez et son équipe sont principalement visés, mais on n'a pas osé porter la main sur le président de Pax Romana, auditeur du Concile). Les Commissions ouvrières, qui n'ont jamais préconisé jusqu'à maintenant le renversement du régime par la violence, sont frappées ; même les phalangistes dits « de gauche » ne sont pas épargnés. Il ne s'agit pas d'arrêter une « révolution » qui n'existe que dans l'imagination des services officiels, mais d'avoir les mains libres pour écarter par tous les moyens les issues à la crise politique espagnole qui menace les quelques « familles politiques » qui ont la haute main sur les organismes du Pouvoir.
- 11 Cependant, et au-delà des tactiques des équipes au pouvoir, il y a un problème de fond : du point de vue sociologique, l'emploi de la violence, l'absence d'état de droit sont nécessaires pour qu'un tel pouvoir ne s'écroule pas. Les événements des dernières semaines en Espagne fournissent la preuve, s'il en fallait, de l'incompatibilité du régime avec « l'évolution » et la « libéralisation », même les plus timides. La simple suppression de la censure –même avec une presse quotidienne tenue en mains–, la possibilité d'un certain dialogue, de quelques échanges, d'un respect (souvent violé), de quelques règles de droit, deviennent vite insupportables pour un pouvoir qui s'appuie sur un immense appareil de forces et sur une fraction minime de la population, en profitant de la somnolence politique d'autres couches de cette population. Dès que l'emploi de cette force rencontre le plus petit frein, dès que la propagande à sens unique se trouve contestée si peu que ce soit, le régime chancelle, ses représentants s'affolent, les services policiers et quelques vieux généraux parlent de subversion. En fait, nous sommes devant une règle historico-sociologique ; lorsque le but d'un groupe

est de gouverner contre la majorité d'une nation –devenant ainsi une oligarchie– et de fermer à la majorité toute voie d'accès au pouvoir, il est obligé de refuser le dialogue, de faire appel à la police, à « l'exception ». La situation est plus grave quand plusieurs groupes qui ont partagé le pouvoir s'affrontent dans la course à la succession. C'est donc par nature que le régime instauré depuis trente ans en Espagne est incompatible avec la « libéralisation » ; lui-même s'est coupé et se coupe des voies éventuelles d'« évolution », et c'était pure illusion de parler de sa « libéralisation ». Quelle a été la réaction de l'opposition espagnole ? Est-il vrai, comme on l'a dit et écrit, que les ouvriers sont restés indifférents, estimant que c'était l'affaire des seuls étudiants ?

- 12 Les premières réactions sont venues des commandos des Commissions ouvrières et des étudiants de Madrid, avec les manifestations éclairs, dans de nombreux quartiers, le 25 janvier. En même temps, les étudiants manifestaient à Saragosse (où ils se heurtèrent à la police qui pratiqua vingt arrestations), Pampelune, Grenade, etc.
- 13 Ces manifestations ont pris une ampleur plus considérable dans la semaine du 27 janvier au 2 février. Le gouvernement a été obligé de fermer l'Université de Deusto, tandis que les étudiants de Valladolid, Grenade, Málaga et Pampelune poursuivaient leur grève.
- 14 Le 31 janvier a commencé le mouvement de grève de protestation en Biscaye ; ce matin-là, 6 000 ouvriers des hauts-fourneaux de Bilbao débrayaient. La grève a fait tache d'huile et le lundi 3 février le gouverneur de Biscaye ordonnait la fermeture des hauts-fourneaux. Les uns après les autres, les entreprises se mettaient en grève : les chantiers navals de Sestao, Babcock-Wilcox (bientôt fermé par le gouverneur) ; quelques jours plus tard la grève a gagné toutes les entreprises sidérurgiques de la rive gauche du Nervión, les mines de Gallarta, la mine Orconera. On estime à 50 000 le nombre des grévistes en Biscaye, où la Police armée et la Garde civile ont occupé militairement les usines de Baracaldo, Sestao, etc. En Guipúzcoa, sont déjà en grève les 3 000 ouvriers de Michelin-Lasarte, 5 000 ouvriers à Eibar et plusieurs milliers à Tolosa.
- 15 À Madrid, où les manifestations-éclairs et la distribution de tracts se sont poursuivies dans la semaine du 2 au 9 février, les usines de « la banlieue rouge » se sont mises à leur tour en grève ; citons notamment la grande entreprise Standard Electric (14 000 ouvriers) ainsi que AEG, Schneider, Pegaso et d'autres. Le mot d'ordre de la grève a été lancé le 6 février. En fin de semaine il avait été suivi par les entreprises d'automobiles Enasa et Pegaso, et l'usine de Mécanique terrestre et maritime ; au total, quelque 8 000 grévistes. Le 19 février plus de 50 000 mineurs des Asturies se sont mis en grève. Sans doute, les ouvriers expriment leur mécontentement là où ils sont le mieux organisés, tandis qu'ils utilisent ailleurs d'autres moyens de protestation. Mais parler de « l'indifférence des ouvriers » est injurieux et léger.
- 16 Les avocats, dont les réunions sont interdites, continuent à rassembler leurs dossiers sur la torture ; les professeurs de l'Université de Madrid ont nommé une délégation qui a averti le ministre de l'éducation nationale qu'il serait très difficile d'assurer les cours tant que les professeurs assignés à résidence ne seraient pas réintégrés. Le ministre, M. Villar Palasí, a dit qu'il n'avait pas été prévenu des mesures prises contre des professeurs. À l'école d'ingénieurs, une assemblée d'étudiants a voté une adresse contre l'état d'exception, mais elle a été interrompue par les forces de police qui ont pénétré dans l'édifice.

- 17 Mgr Casià M. Just, abbé mitré de Montserrat, s'est rendu à Madrid pour visiter le Père Mariano Gamo, enfermé depuis cinq jours dans les cachots de la Sûreté. Par contre l'archevêque de Madrid, Mgr Morcillo, et son auxiliaire, Mgr Guerra (« députés » aux Cortès par désignation personnelle du Caudillo, Mgr Morcillo étant aussi membre du Conseil du Royaume) ne sont pas allés le voir, et Mgr Morcillo a dit : « si la police l'a arrêté, elle a ses raisons ». On croit savoir que ce sont Mgr Morcillo et Mgr Guerra, ainsi que Quiroga (archevêque de Saint-Jacques, qui s'attendait à être nommé primat) qui ont rédigé la déclaration de la Commission permanente de l'épiscopat appuyant le gouvernement et l'état d'exception. Cette déclaration, alors que la plupart des emprisonnés sont des catholiques, et parfois des prêtres, a fait un effet déplorable dans les milieux catholiques ; elle pourrait être une sorte de défi au nouveau primat d'Espagne, l'archevêque de Tolède, Mgr Tarancón, qui a une réputation de « libéral » depuis qu'il a eu maille à partir avec des autorités civiles des Asturies où il était archevêque, et qui vient de faire une déclaration en faveur des revendications de la jeunesse. Sa dernière homélie du mois de janvier, comme archevêque des Asturies, avait pour sujet les grèves des mineurs⁷.
- 18 La presse quotidienne donne le détail des protestations et des efforts que fait l'opposition espagnole pour briser son bâillon. Signalons pourtant l'état d'esprit de ceux qui, comme le phalangiste Rodrigo Royo, directeur du journal *SP*, disent que « l'état d'exception n'en est pas un, c'est plutôt un retour à une vie normale. Ce qui est réellement exceptionnel, c'est ce que nous avons vécu ces deux dernières années. » « La censure de presse, l'ordre, c'est normal, en Espagne », ajoute ce monsieur qui, en 1961, a écrit que les camps hitlériens d'extermination n'étaient qu'une « invention »⁸. Les orthodoxes du Pouvoir ne parlent pas comme ça, ils répètent les couplets sur « la subversion internationale », agitent le spectre du « Mai français », affirment que « l'état d'exception ne durera pas un jour de plus – ni de moins – que le nécessaire pour garantir la paix et l'ordre. » Tout cela sent évidemment le fascisme ; les quelques milliers de franquistes rassemblés le 26 janvier à Barcelone saluaient également à la fasciste ; quand des personnalités officielles affirment que « l'épuration se poursuivra jusqu'au bout et durera ce qu'il faudra », on saisit une volonté d'anéantir physiquement l'opposant qui, avec le mépris du suffrage universel et des droits de l'homme est un trait essentiel du fascisme.
- 19 Sommes-nous donc revenus à 1939 ou 1940 ? La formule est trop simple. Le fascisme franquiste de 1940 était au pouvoir à la faveur de la montée hitlérienne, qui allait dominer l'Europe ; à l'intérieur, un mythe phalangiste de « l'empire bleu » régnait dans quelques couches moyennes de la société ; il a aujourd'hui entièrement disparu. En 1939-40, l'église –sauf une fraction minoritaire– soutenait le régime ; aujourd'hui, le moins qu'on puisse dire c'est qu'il y a deux églises : l'église du peuple et celle des prélats, pour qui la religion est une « idéologie » au service du Pouvoir et des classes dominantes. Des personnalités très importantes qui soutenaient activement le régime en 1940 se placent aujourd'hui au premier rang de l'opposition. Le cas contraire n'existe pas.
- 20 En somme il n'y a pas aujourd'hui « deux Espagnes », mais une oligarchie d'un côté et l'Espagne de l'autre. Cette affirmation ne relève ni de la passion, ni –encore moins– d'une propagande que nous détestons. Déjà il y a un demi-siècle, José Ortega y Gasset avait pu parler de l'Espagne officielle et de l'Espagne vitale, c'est-à-dire réelle, suivante. À plus forte raison, pouvons-nous reprendre aujourd'hui cette opposition. L'Espagne

officielle, rétrécie comme une peau de chagrin, ne contient que ceux qui profitent du budget de l'état, ceux qui s'accrochent au pouvoir par goût ou par ambition ou par simple intérêt, quelques nostalgiques d'un passé révolu, des hauts-fonctionnaires du Mouvement, des soi-disant « technocrates » plutôt médiocres, qui craignent la concurrence de ceux qui sont classés aujourd'hui comme des Espagnols de seconde catégorie, quelques hommes d'affaires enrichis à l'ombre du régime. C'est tout. Ils profitent, bien entendu, de cette masse de craintifs et de conformistes existant dans n'importe quel pays du monde (d'autant plus si le Pouvoir contrôle tous les moyens d'information). En face, se trouve l'Espagne vitale, formée par les travailleurs des villes et des campagnes, les techniciens, les enseignants, les étudiants, les écrivains, une bonne partie du clergé, des chefs d'entreprises modernes, des conservateurs qui savent que pour conserver il faut réformer et céder quelque chose, des Catalans et des Basques épris de la liberté et de la culture de leurs pays... Bien sûr, ils ne sont pas tous d'accord, ni sur l'avenir, ni sur l'organisation de la société ; ils ne forment pas un bloc homogène. Quand nous parlons de l'Espagne vitale nous ne parlons pas politique (au moins dans le sens usuel du mot), nous essayons d'exprimer l'état de conscience, la réalité sociale et culturelle d'une communauté nationale qui n'accepte pas de rester fixée au passé, objet de musée bon pour le tourisme, pour les investissements faciles, et pour exporter de la main-d'œuvre à bon marché.

- 21 Si en 1969 des traits de la situation nous font penser à 1940, alors que la structure socio-politique et spirituelle de l'Espagne a changé, c'est parce que les équipes au pouvoir, manquant d'une base minimale de « consensus » populaire sur laquelle s'appuyer, ne trouvent d'autre solution que le retour aux méthodes nettement fascistes. Mais au-delà des tentatives désespérées pour enrayer par la terreur la prise de conscience des Espagnols, il semble impossible que personne puisse arrêter le déroulement irréversible de l'histoire d'un grand peuple.

NOTES

2. Il est intéressant de constater qu'une certaine presse qui a beaucoup parlé de Jan Palach n'a pas soufflé un mot de Enrique Ruano. Deux poids, deux mesures ?

3. D'abord le Tribunal d'Ordre public, puis les Conseils de Guerre, notamment après la remise en vigueur, en août 1968, de la loi contre le banditisme et le terrorisme (de 1960, abrogée par la suite) qui considère comme délit de rébellion militaire n'importe quelle activité de propagande : la « diffusion de fausses nouvelles ou de nouvelles susceptibles de troubler l'ordre public... »

4. Les rumeurs tendant à présenter don Juan Carlos comme un « libéral » qui serait mal vu par les ministres « ultras » semblent dépourvues de fondement et démenties par les réactions même de Don Juan (père de Juan Carlos) et des membres libéraux de son Conseil privé.

5. Manuel Hedilla, chef de la Phalange pendant la guerre, après l'emprisonnement et la mort de José Antonio Primo de Rivera, fut arrêté et condamné à mort à Salamanque, en mai 1937, au moment de l'unification de la Phalange et des carlistes. Sur cette dite « crise de Mai » à Salamanque, le rôle d'Hedilla, etc., on a fait assez de légende et l'on commence à faire un peu d'histoire. Cf. notamment les livres de M. GarCía venero, *Falange : Hedilla* et de Herbert R.

souThWorTh, *Antifalange* (étude critique du livre de G. venero), édités à Paris, Ed. Ruedo Ibérico, 1967.

6. Mentionnons l'arrestation à Barcelone de Madame Emmanuel Mounier, chez notre ami Alfonso Comín, –qui attendait la décision du Tribunal suprême sur le recours interjeté par ses avocats contre la peine d'un an de prison pour délit d'opinion que lui avait infligé le tribunal d'ordre public. Alfonso Comín est maintenant emprisonné en vertu des pouvoirs discrétionnaires accordés aux organismes de la Sûreté par l'état d'exception.

7. Les archevêques de Pampelune et de Grenade, des évêques de Almería, Málaga, Cadix, Jaén, Ávila, St-Sébastien et Santander se sont prononcés contre la note de la Commission épiscopale.

8. On oublie souvent qu'une personne comme M. Suevos, conseiller municipal qui remplace parfois le maire de Madrid, a été un défenseur acharné dans tous ses articles de « l'œuvre et la vie » d'Eichman.